

Aff N°: C25098488

N° chrono: 6

Date: 28/11/25

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

CHRU MORVAN 2 BIS AILE GAUCHE BREST (29)

MAITRE D'OUVRAGE

CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE BREST
UNIVERSITAIRE DE BREST
5 AVENUE MARECHAL FOCH
29609 BREST CEDEX



apave

mission de confiance

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - Brest
LAHE BERNARD
37 avenue du Baron Lacrosse
ZAC de Kergaradec
CS 80166
29803 BREST CEDEX 9

PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - Brest
LAHE BERNARD
37 avenue du Baron Lacrosse
ZAC de Kergaradec
CS 80166
29803 BREST CEDEX 9

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

| Indice | Additif | Date | Origine et objet des révisions et additifs | N° du document |
|--------|---------|----------|---|----------------|
| 1 | Aucun | 28/11/25 | PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises | 6 |

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION | 6 |
| 1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION | 6 |
| 2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS | 8 |
| 2.1. DOCUMENTS ET INFORMATIONS A COMMUNIQUER AU COORDONNATEUR | 8 |
| 3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS | 9 |
| 3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS | 9 |
| 3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER | 10 |
| 3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER | 15 |
| 3.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS | 15 |
| 4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT | 18 |
| 4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER | 18 |
| 4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES. | 19 |
| 4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX | 20 |
| 4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES | 21 |
| 4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE | 21 |
| 4.6. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE | 22 |
| 4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE | 22 |
| 5. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER | 29 |
| 5.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE | 29 |
| 6. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES | 31 |

| | |
|--|-----------|
| 6.1. ORGANISATION DES SECOURS | 31 |
| 7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS | 33 |
| 7.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES | 33 |
| 8. ANNEXES | 34 |
| 8.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE | 34 |
| 8.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE | 38 |
| 8.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB | 38 |
| 8.4. CALENDRIER DES TRAVAUX | 38 |
| 8.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER | 38 |
| 8.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL | 38 |
| 8.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) | 38 |
| 8.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES | 39 |

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

CHRU MORVAN 2 BIS AILE GAUCHE - BREST (29)

Descriptif de l'opération :

Travaux de requalification non structurants de l'ex CSAPA, BAT 2 BIS RDC, Hopital MORVAN BREST (Accès par le porche de la rue GLASGOW)

Calendrier :

Date début des travaux : 05/04/2026

Durée totale des travaux : 8 MOIS

Planning - Phasage de l'opération :

Le phasage des travaux, élaboré par IDEA ,est joint à la consultation

Effectifs :

Effectif moyen prévisible : 6

Effectif pointe prévisible : 8

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2. Mode de consultation

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Prescriptions particulières

Déclaration préalable

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers du CHRU

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.
- Déclarer vous- même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Demande d'autorisation de voirie ([Par exemple rue de GLASGOW pour périmètre d'exclusion lors des travaux liés aux MEX](#))

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

[Présence du public, des usagers du CHRU](#)

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.
- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS

2.1. DOCUMENTS ET INFORMATIONS A COMMUNIQUER AU COORDONNATEUR

| N° | Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination | Mise en oeuvre | Suivi Entretien Nettoyage | Délais |
|----|--|----------------|---------------------------------|--------|
| 9 | PREVENTION DES RISQUES DE COACTIVITE Pièces écrites, plans Le présent PGCSPS est élaboré à partir des éléments suivants : - Visite du 28/11/2025 - Dossier PRO IDEA NOV 2025 - Plans du site - Phasage des travaux | | | |


3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

| N° | Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination | Mise en oeuvre | Suivi Entretien Nettoyage | Délais |
|----|--|-----------------|-------------------------------------|----------------|
| 14 | <p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>Conditions d'accès des personnes autorisées</p> <p>Le Maître d'Oeuvre doit interdire toute intervention d'Entreprise y compris sous traitante avant agrément du Maître d'Ouvrage, visite d'inspection commune en présence du Coordonnateur et diffusion d'un PPSPS adapté au chantier</p> | Maître d'oeuvre | Maître d'oeuvre | Avant interv. |
| 57 | <p><u>Le chantier est interdit au public</u></p> <p>.Les personnes pouvant y accéder sont celles autorisées par le maître d'ouvrage, c'est à dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre ; - le coordonnateur SPS ; - les salariés désignés par les entreprises qui les emploient participant à l'opération et, à ce titre, titulaires d'un contrat les liant au maître d'ouvrage ; - les salariés désignés par les sous-traitants qui les emploient participant à l'opération et agréés par le maître d'ouvrage ; - les prestataires de service (livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs etc...) désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accompagnés par un représentant de l'entreprise et dotés des protections individuelles nécessaires ; - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : DIRECCTE, DREAL, CARSAT, MSA, OPPBTP, médecins du travail des entreprises. <p>Sans précision particulière du Plan Général de Coordination aucun gardiennage du chantier n'est prévu par le Maître d'Ouvrage.</p> <p>La permanence et le gardiennage du chantier resteront sous la responsabilité et aux frais de chaque entreprise</p> | Toutes entrep. | Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage | Durée chantier |

| | | | | |
|----|--|----------------|----------------|----------------|
| 68 | <p>Les Entreprises ont obligation de diffuser au Coordonnateur la liste des personnes amenées à pénétrer sur le chantier avec les habilitations éventuelles et le nom des secouristes du travail, avant toute intervention sur le site.</p> <p>Cette liste du personnel devra être maintenue en permanence sur chantier et affichée dans le bureau de chantier par chaque Entreprise.</p> <p>Il est recommandé aux Entreprises de fournir à leur personnel des tenues de travail permettant d'identifier facilement leur personnel (logo de l'Entreprise, identité du salarié etc...)</p> <p>Chaque titulaire de marché devra fournir les équipements de protection individuelle (EPI) adaptés aux travaux et assurer le port obligatoire sur chantier (casque, casque avec macaron SST, chaussures de sécurité, lunettes obligatoires, protections auditives, gants adaptés, protections respiratoires, tenue couvrant jambes et avant bras (pas de shorts ou de T-shirt, combinaison étanche aux particules, blouses, etc.....)</p> <p>Les postes de travail, pour le personnel intérimaire, seront adaptés à l'information, à la formation et à l'aptitude médicale des personnes concernées. (les EPI en complément de ceux fournis par la société d'intérim seront fournis par le titulaire de chaque marché pour être adaptés aux travaux concernés)</p> <p>L'intervention d'une personne intérimaire se fera obligatoirement sous contrôle direct d'une personne de l'entreprise et en aucune manière en position de travailleur isolé.</p> <p>Obligation d'avoir en permanence sur chantier, par entreprise « étrangère », une personne comprenant et parlant le français pour les appels en cas d'accident.</p> <p>Chaque entreprise devra faire respecter aux entreprises « étrangères » le droit du travail français.</p> <p>Nous interdisons toute intervention d'Entreprise y compris sous traitance avant agrément du Maître d'Ouvrage, accord du Maître d'Oeuvre, visite d'inspection commune en notre présence et diffusion d'un PPSPS adapté au chantier</p> | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Durée chantier |
|----|--|----------------|----------------|----------------|

3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

| N° | Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination | Mise en oeuvre | Suivi Entretien Nettoyage | Délais |
|----|--|----------------|---------------------------|--------|
| | PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER Organisation générale | | | |
| |  <p>Entrée chantier</p> | | | |

| | | | | |
|-----------------------------------|--|----------------|--|-----------------|
| 7 | <p>Dès la notification du marché, et avant le début des travaux, le titulaire du lot concerné aura la responsabilité de remettre au Coordonnateur, un plan d'aménagement - organisation du chantier.</p> <p>Ce plan, établi à partir devra faire apparaître clairement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les limites d'emprise du chantier. • L'emplacement de l'emprise des baraques et bureaux de chantier, ainsi que leur accès. • L'emplacement des aires de stationnement réservées aux véhicules pour les livraisons. • Les zones de stockage des matériaux. • <u>Les accès au chantier avec indication des cheminements que devront emprunter les personnels du chantier en fonction du phasage des travaux.</u> • Le réseau électrique et la position des armoires électriques de chantier. • L'emplacement des différents moyens de manutention mécaniques et celui des recettes à matériaux. <p>Le titulaire du lot concerné déterminera dans son plan d'installation de chantier les zones de stockage, de manutention et d'entreposage des différents matériaux, déchets et gravats qui seront utilisées par l'ensemble des entreprises intervenantes.</p> <p>Ces zones seront distinctes des cantonnements et des zones de circulation, et seront situées de tel sorte à ce que leurs accès se fassent sans avoir à traverser les zones de cantonnements.</p> | | | Ph. préparation |
| 56 | <p>Dès leur notification, chaque entreprise intervenante communiquera à l'entreprise générale son besoin à prendre en compte pour les zones de stockage temporaire et de manutention.</p> <p>Les entreprises ont obligation de respecter les zones de stockage, de manutention ou de stationnement des véhicules définies dans le plan de principe des installations de chantier</p> | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Avant interv. |
| 39 | <p><u>Projet de plan d'installation de chantier</u></p> <p><u>Préciser sur un plan d'installation de chantier :</u></p> <p>Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier</p> <p>Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site.</p> <p>L'emplacement des clôtures de chantier.</p> <p>Les accès au chantier.</p> <p>Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules.</p> <p>Les sens de circulation.</p> <p>Les aires d'attente et de retournement des camions et engins.</p> <p>Les zones de manoeuvre des véhicules et engins</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins.</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier.</p> <p>Les zones interdites à la circulation et au stationnement.</p> <p>Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.).</p> <p>Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution.</p> <p>La position des moyens de secours contre l'incendie.</p> | | Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre | |
| CLOTURE DE CHANTIER | | | | |
| Caractéristiques générales | | | | |

| | | | | |
|--|--|-------------------------------------|---|----------------|
| 26 | Les accès au chantier devront être matériellement interdits à toutes personnes étrangères au chantier. L'installation de panneaux rappelant cette interdiction devra être apposée sur les clôtures en nombre suffisant. | | Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre | |
| 60 | APAVE conseille de faire procéder à un constat permettant de démontrer que le chantier est clos et que la signalisation "DANGER - CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC " est présente sur l'ensemble de la clôture | | Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre | |
| PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES PROPREMENT DIT | | | | |
| 29 | BRANCHEMENTS PROVISOIRES Afin notamment de ne pas perturber le fonctionnement du CHRU, les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'œuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001. | Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage | Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre Electricité | Avt arriv. Ent |
| | <u>électricité</u> | | | |

| | | | |
|----|---|----------------|----------------|
| 38 | <p>L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre. Cette installation conforme aux prescriptions du Décret du 14 novembre 1998 et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme agréé. Une copie du procès-verbal de réception est à remettre au Coordonnateur ainsi que les mises à jour à chaque modification de l'installation électrique.</p> <p>Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité dans le cadre de la publication UTE C 18-510.</p> <p>Les documents suivants seront tenus sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> un plan schématique du chantier où sont indiqués en particulier les passages des câbles alimentant le chantier, le registre de sécurité où sont consignées par ordre chronologique les dates et la nature des vérifications (initiales et périodiques). les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remède aux défauts constatés dans les rapports précités <p>L'installation comprendra de façon distincte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage, - Départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement. - Départ pour les coffrets divisionnaires et réseaux de distribution conformes aux prescriptions du Décret du 14 Novembre 1988 et de la norme NFC 15-100 permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement. - Eclairage général pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairage minimum de 40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur. <p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</p> <p>Les câbles reliant les coffrets de distribution entre eux ou ceux reliant les coffrets de distribution aux armoires principales seront passés dans des fourreaux spécifiques pour assurer leur protection mécanique et enterrés, avec un repérage visuel</p> <p>Les frais inhérents à la mise en place et au repliement en fin de chantier des installations électriques ci dessus énumérées sont à la charge du titulaire du lot concerné pour la partie de l'installation qui le concerne .</p> | Electricité | Durée chantier |
| 61 | <p>Les entreprises communiqueront au Maître d'Oeuvre leur besoin en énergie électrique, dès le début de la phase de préparation de chantier</p> | Toutes entrep. | Durée chantier |

| | | | | |
|----|--|--|--|----------------|
| 67 | <p>Chaque tableau devra couvrir au maximum un rayon de 25 m et comprendre un dispositif de protection différentiel 30mA.</p> <p>Dans les circulations communes, les câbles d'alimentation reposant sur, ou à proximité du sol, devront être regroupées au moyen de tout dispositif approprié (gaine Janolène par exemple).</p> <p>Les câbles reliant les coffrets de distribution entre eux ou ceux reliant les coffrets de distribution aux armoires principales seront passés dans des fourreaux incorporés dans les dalles ou les voiles.</p> <p>Le titulaire du lot concerné installera, dès l'intervention des Corps d'Etat Secondaires, l'éclairage provisoire et suffisant des locaux aveugles et des circulations empruntées par le personnel (couloirs et escaliers). Valeur minimum d'éclairement de 60 lux.</p> <p>Installation d'éclairage en 25V ou en basse tension avec hublots classe II IP 357 (protection de 30 mA en pied de colonne). Les frais de maintenance seront à la charge du titulaire du lot concerné. L'alimentation de l'installation d'éclairage doit être impérativement distincte de l'installation de puissance.</p> <p>Les installations de chantier devront faire l'objet, sous la responsabilité du titulaire du lot concerné, d'une vérification confiée à une personne responsable autorisée et habilitée pour la partie qui le concerne. Une copie du procès-verbal de vérification est à remettre au Coordonnateur ainsi que les mises à jour à chaque modification de l'installation électrique</p> | | Electricité | Durée chantier |
| 20 | <p>ZONE DE CANTONNEMENT</p> <p>Montage, démontage des installations du cantonnement</p> <p><u>Si requis :</u></p> <p>Les opérations de montage/démontage de bungalows doivent s'effectuer dans le respect des Principes Généraux de Prévention et faire l'objet d'une évaluation des risques spécifique permettant de choisir les mesures de prévention appropriées et notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> -interdictions de l'accès à la zone de montage/ démontage aux intervenants du chantier, -présence d'un « homme trafic » compétent et équipé (baudrier, etc.) pour prévenir les risques liés à la circulation des véhicules due aux approvisionnements, -différer ou suspendre le montage-démontage des bungalows si les conditions climatiques sont mauvaises (notamment le vent), -prévoir des ancrages en partie basse des bungalows pour éviter au personnel de monter dessus lors des opérations d'élinguage ou de décrochage. <p>Installations communes de vie collective</p> <p><u>Vestiaires</u></p> | | Toutes entrep. | Avt arriv. Ent |
| 13 | <p>Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : Convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.</p> <p>Installations communes d'hygiène</p> | | Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre | |

| | | | | |
|----|---|----------------|--|----------------|
| 16 | <p>CCTP IDEA lot 01 ART 2.3.: Le Maître d'Ouvrage mettra à disposition du chantier des sanitaires, vestiaires et réfectoires hors travaux de retrait des MPCA Le nettoyage journalier des installations devra être réalisé par une entreprise de nettoyage extérieure En complément, le code du travail impose de dissocier les installations réservées au personnel féminin Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</p> | | <p>Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre Toutes entrep.</p> | |
| 49 | <p>Les dépenses entraînées par la réparation ou le remplacement de fournitures détériorées sans responsable, la location, le nettoyage, la fourniture des produits d'entretien, l'entretien tout au long du chantier des installations de chantier sont à répartir entre chaque Entreprise au compte prorata de leur marché.</p> | Toutes entrep. | <p>Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre</p> | Durée chantier |


3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

| N° | Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination | Mise en oeuvre | Suivi Entretien Nettoyage | Délais |
|----|--|----------------|--|----------------|
| 40 | <p>RESEAU ELECTRIQUE BTB, HTA ou HTB : EXTERIEUR OU INTERIEUR AUX LOCAUX Dispositions particulières à l'opération Utiliser des appareillages et des rallonges électriques conformes et contrôlés Obligation de respecter les normes d'éloignement des coffrets électriques (25m) Interdiction d'intervenir sur les installations électriques de chantier</p> | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Durée chantier |
| 62 | <p>Faire réaliser les travaux par du personnel habilité aux risques électriques et suivant la norme UTE C 18-510 Mettre en place l'éclairage des circulations suivant l'avancement des travaux NOTA : Les rallonges ne sont pas autorisées dans les zones ou les personnels de l'hôpital sont susceptibles de circuler</p> | | Toutes entrep. | Durée chantier |
| 33 | <p>RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA ou HTB EXTERIEUR AUX OUVRAGES Demande de mise hors tension Suivant procédures internes du CHRU (Consignation à transmettre au mois 1 semaine à l'avance aux services techniques du CHRU)</p> | | <p>Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre Toutes entrep.</p> | |

3.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS


| N° | Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination | Mise en oeuvre | Suivi Entretien Nettoyage | Délais |
|----|--|----------------|---------------------------|--------|
| | <p>AMIANTE Incertitude quant à la présence d'amiante - Investigations complémentaires</p> | | | |

| | | | | |
|----|---|--|--|--|
| 3 | <p><u>Attention</u> : L'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et état de conservation des matériaux)</p> <p>Dans l'attente des investigations complémentaires et de leur communication, il appartient au maître d'œuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante.</p> | | Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre | |
| 37 | <p>AMIANTE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (HAP) DANS LES ENROBES</p> <p>Rappel des principales bonnes pratiques incombant aux acteurs du chantier lorsque les enrobés renferment des matériaux contenant de l'amiante (MCA) et/ou des HAP :</p> <p><u>Maître d'ouvrage (donneur d'ordre) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • effectuer un diagnostic historique de la chaussée (utilisation du guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux) et en cas de doute effectuer des prélèvements par carottages et analyses HAP éventuelles. • communiquer tous les documents relatifs aux prélèvements effectués et analyses HAP au maître d'œuvre, aux entreprises (DCE) et au CSPS. • choisir des entreprises certifiées pour les différents types de travaux à effectuer (travaux sous section 3). • récupérer et conserver les bordereaux de suivi de déchets renfermant de l'amiante (BSDA). <p><u>Maître d'œuvre – OPC :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifier la bonne transmission des documents « amiante et/ou HAP » aux entreprises, et la cohérence des prélèvements et analyses réalisés par rapport aux travaux. • notifier l'obligation de certification d'entreprise dans les CCTP et vérifier que les entreprises choisies sont titulaires d'une certification (travaux sous section 3). • tenir compte des délais d'instruction du plan de retrait (travaux sous section 3) ou modes opératoires (travaux sous section 4). • interdire toute co-activité dans les zones de travaux provoquant l'émission de fibres. <p><u>Entreprise – sous-traitant – travailleur indépendant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • s'assurer de l'exhaustivité des prélèvements et analyses HAP avant travaux et de leur cohérence par rapport aux travaux. • élaborer et fournir un PPSPS ainsi qu'un plan de retrait (travaux sous section 3), ou des modes opératoires (interventions sous section 4). • former ses salariés. • évaluer le niveau d'empoussièrement des opérations. • respecter les règles techniques liées à ses travaux. • conditionner, stocker et évacuer les déchets amiantés selon les dispositions réglementaires et règles de l'art. | | | |
| 30 | <p>PLOMB</p> <p>Le Maître d'ouvrage est tenu, dans le cadre de l'évaluation des risques professionnels (PGP) de rechercher la présence de matériaux contenant du plomb, conformément au code de la santé publique et au code du travail, sans critère de la date de construction de l'ouvrage.</p> <p>Conformément à la réglementation en vigueur, le Maître d'Ouvrage transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les rapports de repérage des matériaux contenant du plomb.</p> | | | |
| 46 | <p>Solutions de traitement retenues</p> <p>Les travaux de déplombage ne sont spécifiés dans le CCTP IDEA (Présence de plomb dans les peintures des baies)</p> | | Toutes entrep. | |

| | | | | |
|----|---|-----------------|---|------------------------------------|
| 64 |  <p>Les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des travaux de déplombage avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers impose des mesures particulières dont la réalisation du contrôle d'empoussièrement surfacique.</p> | Maître d'oeuvre | <p>Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre</p> <p>Entrep. concernée</p> <p>Maître d'ouvrage</p> <p>Menuiseries extérieures</p> | |
| 11 | <p>INTERVENTION SUR L'EXISTANT - VETUSTE - INSTABILE</p> <p>Diagnostic solidité, stabilité</p> <p>Préalablement à toute exécution, un examen complet des ouvrages à déconstruire et des ouvrages contigus est indispensable.</p> <p>Cet examen devra permettre de recueillir des renseignements qui concerneront notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La nature, la résistance et la stabilité des éléments constitutifs de l'hôpital. -L'influence de la démolition sur les avoisinants -Le repérage des réseaux et des voies, leur neutralisation et les recensements des risques spécifiques. <p>Lorsque les procédés et les moyens seront arrêtés, les renseignements obtenus devront être exploités afin d'établir le programme d'exécution qui devra définir les phases successives des travaux.</p> <p>Ces phases devront être analysées de façon à définir notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La stabilité des éléments en cours de déconstruction -Les mesures de protection associées à chaque poste de travail -Les instructions destinées au chef de chantier et aux exécutants notamment celles à appliquer en cas d'échec d'une opération. <p>Le contrôle permanent de la stabilité des éléments.</p> | | <p>Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre</p> | |
| 50 | <p>RISQUE BIOLOGIQUE</p> <p>Infections nosocomiales</p> <p>La mise en oeuvre et le respect des règles d'isolement du chantier par rapport aux secteurs réservés aux malades, établies par le Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales (CLIN) est un impératif pour chaque entreprise du chantier.</p> | | Toutes entrep. | Avt trvx - Maintenu pdt leur durée |
| 45 | <p>Spécificités liées aux interventions en milieu hospitalier</p> <p>Il appartient aux entreprises de prendre connaissance des guides ou brochures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - INRS ED 6263 - Risque infectieux fongique et travaux en établissement de santé SF2H (Risque infectieux fongique et travaux en établissement de santé Identification du risque et mise en place de mesures de gestion) : lien internet : www.hygiene.net | | Toutes entrep. | Avt trvx - Maintenu pdt leur durée |

4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

| N° | Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination | Mise en oeuvre | Suivi Entretien Nettoyage | Délais |
|----|--|----------------|--|----------------|
| 24 | CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation CRAM R.434 . Plan de circulation | | | |
| |  <i>Cour intérieure</i> | | | |
| 4 | Chaque entreprise doit prendre en compte les risques occasionnés par la circulation des engins et des véhicules sur le chantier : - faire respecter à toute Entreprise sous traitante, à tout « locatier » ou à tout fournisseur les contraintes d'organisation et de sécurité - guider les manœuvres par du personnel formé - respecter les zones de déchargement et de stockage - interdire la présence de tout piéton dans la zone d'évolution des véhicules et engins - interdire les marches arrière sans guidage par du personnel formé à la gestuelle - adapter le gabarit des engins aux accès chantier Fléchage, signalisation | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Durée chantier |
| 19 | Mettre en place les fléchages et la signalisation horizontale et verticale conformément au plan de circulation. A l'entrée du chantier, le titulaire du lot concerné, apposera la signalisation et les panneaux réglementaires. (permis de construire, déclaration préalable, panneau de chantier suivant indications du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Oeuvre, port du casque obligatoire, chantier interdit au public, panneau stop à la sortie du chantier ...). A l'intérieur du chantier, le titulaire du lot concerné, apposera : - devant chaque entrée de bâtiment les panneaux port obligatoire des équipements de protection individuelle adaptés. - les panneaux de rappel de tri sélectif des gravois et de nettoyage du chantier - les accès et identification de chaque zone ou bâtiment et de ses contraintes spécifiques - les repérages des niveaux dans chaque bâtiment - dans chaque zone de travaux à risque particulier les panneaux port obligatoire des équipements de protection individuelle adaptés . | | Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre | Durée chantier |

| | | | | |
|---|--|--|--|----------------|
| 8 | Séparation des voies de circulation Les circulations piétons seront balisées par des chaînettes (rouges et blanches) et devront permettre au personnel d'accéder aux différents postes de travail en toute sécurité. <u>Les voies de circulation devront être:</u> - Conçues et entretenues pour éviter tout risque de chute ou de glissade - Maintenues en permanence propres et dégagées de tout obstacle | | Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre | Durée chantier |
| 5 | CIRCULATION DES PIETONS Fléchage, signalisation En complément, signalétiques « chantier » directionnelles à apposer par CHRU | | | |

4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

| N° | Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination | Mise en oeuvre | Suivi Entretien Nettoyage | Délais |
|----|---|----------------|---------------------------|--------|
| 43 | UTILISATION D'ENGINS DE LEVAGE Sujétions relatives à l'utilisation des appareils de levage L'utilisation se sera autorisée que si la conduite de cet appareil de levage est exclusivement confiée au conducteur habituel. L'Entreprise propriétaire ou locataire principal sera responsable jusqu'au crochet de la grue. Les élingues et leur mise en place seront de la responsabilité de l'Entreprise utilisatrice. Pour chaque approvisionnement, il y aura donc lieu de prévoir le principe suivant : - un Responsable de la mise en oeuvre des élingues - un Responsable des manoeuvres au sol - un Grutier - un Responsable de l'approvisionnement à l'emplacement voulu. Le Responsable de manoeuvre devra avoir suivi les formations appropriées. L'aménagement des plates-formes de réception (Matérialisation, protection) par l'Entreprise utilisatrice Pour la manutention des charges dont la surface au vent est supérieure à 1 m²/t, se conformer aux limites de vent fixées par le constructeur NFE 52-082 | | Toutes entrep. | |

| | | | | |
|----|--|----------------|----------------|----------------|
| 65 | <p>Le prêt de tout engin ou de matériel (plateforme élévatrice, échafaudage, etc.....) , à une autre entreprise est strictement interdit en dehors de l'existence d'un contrat de prêt dûment signé par les deux parties comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de prêt - le responsable des manœuvres, le responsable d'élinguage, etc..... - une copie du P.V. de contrôle de l'engin ou du matériel - une copie des habilitations et autorisations de conduite des personnes <p>L'Entreprise devra effectuer les contrôles lors de la mise en place des matériels utilisés et les contrôles périodiques lors de l'utilisation (contrôles quotidiens mensuels, etc....). Une copie de ces contrôles devra être maintenue sur chantier par l'Entreprise dans un registre de sécurité.</p> <p>Les contrôles réglementaires seront effectués par des organismes agréés et les contrôles « Entreprise » seront effectués par des personnes responsables dûment habilitées et autorisées par l'Entreprise</p> | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Durée chantier |
| 66 | <p>L'Entreprise utilisatrice devra s'assurer de l'existence de ces contrôles par consultation sur chantier du registre de sécurité</p> <p>La conduite d'un engin de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement</p> <p>Les personnes chargées de la conduite d'engins de chantier doivent être en possession de Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité et d'une autorisation de conduite d'engins en sécurité délivrée par l'employeur. Ces habilitations et autorisations doivent pouvoir être présentées à toute demande</p> <p>La liste des titulaires des autorisations de conduite doit être envoyée au Coordonnateur avant intervention sur le site (nacelles, minipelle etc...).</p> <p>Tous les appareils de levage et de manutention ne peuvent pénétrer sur le chantier que s'ils ont été examinés et contrôlés dans les conditions prévues par la réglementation et si leur conduite est confiée à des personnes habilitées et autorisées</p> <p>La liste des engins présents sur le chantier avec une copie des rapports de visites réglementaires doit pouvoir être présentée à toute demande et être en permanence sur le site..</p> <p>Il est interdit à toutes les Entreprises de mettre en place des dispositifs particuliers de treuils, consoles, recettes en façades...</p> | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Durée chantier |

4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

| N° | Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination | Mise en oeuvre | Suivi Entretien Nettoyage | Délais |
|----|--|----------------|---------------------------|--------|
| | APPROVISIONNEMENTS - STOCKAGES Stockage (extérieur, intérieur) délimitation des zones de stockage <u>interdiction de stockage en intérieur (FDS)</u> | | | |

| | | | | |
|----|---|----------------|----------------|---------------|
| 36 | <p>Concernent principalement les matières possédant un fort potentiel calorifique ou présentant un danger pour l'environnement (carburants, solvants, peintures, produits toxiques, etc...) les Fiches de Données de Sécurité seront diffusées avec le PPSPS et mise à disposition sur chantier. Les produits chimiques ou les substances dangereuses seront obligatoirement employés dans leur emballage d'origine avec les pictogrammes et mesures d'urgence visibles.</p> <p>Avant mise en place de ces produits sur le chantier, les conditions de stockage impliquant la vérification des contraintes techniques au niveau incendie, aération, ventilation, pollution accidentelle devront être clairement définies par les Entreprises concernées dans leur PPSPS. Un accord devra être donné par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur avant mise en place de ces substances sur le chantier.</p> <p>Il est demandé aux Entreprises utilisant ces produits de mettre en place des moyens de prévention, à préciser dans le PPSPS, pour éviter tous risques par rapport à l'activité d'une part des autres Entreprises et d'autre part des sujétions liées au centre hospitalier (risque d'explosion ou d'inflammabilité, risque nocif ou d'inhalation, risque de stockage etc...)</p> | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Avant interv. |
|----|---|----------------|----------------|---------------|

4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

| N° | Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination | Mise en oeuvre | Suivi Entretien Nettoyage | Délais |
|----|--|------------------|---------------------------|----------------|
| | EVACUATION - ENLEVEMENT DES DECHETS | | | |
| 17 | <p>Déchets, gravats, tous produits non dangereux</p> <p><u>Suivant procédure RIF propre à l'établissement:</u> En cas de non respect du nettoyage quotidien du chantier le Maître d'Ouvrage fera effectuer les nettoyages nécessaires par une entreprise extérieure de son choix.</p> | Maître d'ouvrage | Maître d'ouvrage | Durée chantier |
| 58 | <p><u>Suivant procédure RIF propre à l'établissement :</u> Le titulaire de chaque marché devra veiller à faire maintenir en permanence, le chantier en parfait état de propreté. Le nettoyage devra s'exécuter en permanence et les gravats seront évacués journellement du chantier jusqu'aux bennes mises en place pour effectuer un tri sélectif. Les conditions d'évacuation des gravats devront être préalablement validés par les services de l'hôpital . (Il est notamment strictement interdit de jeter les gravats directement au sol ou dans les bennes à partir des ouvertures en façades..). Les gravats susceptibles d'émettre de la poussière pourront par exemple être évacués dans des sacs plastiques étanches préalablement dépoussiérés par humidification.</p> | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Durée chantier |

4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

| N° | Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination | Mise en oeuvre | Suivi Entretien Nettoyage | Délais |
|----|--|----------------|---------------------------|--------|
|----|--|----------------|---------------------------|--------|

| UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES | | | | |
|--|---|----------------|----------------|----------------|
| 51 | <p>Maintenance des protections collectives</p> <p>Les protections collectives de toute nature devront être conçues et réalisées pour répondre aux principes généraux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque, - être adaptées et suffisantes pour permettre, en toute sécurité et sans modification, la réalisation de l'ensemble des travaux de l'entrepreneur et/ou de ceux des sous-traitants. <p>Chaque entreprise aura la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance des protections collectives provisoires qu'elle met en œuvre, jusqu'à leur dépose définitive. Sauf accord particulier préalable, seul l'entrepreneur ayant la charge de la maintenance d'une protection collective provisoire sera autorisé à la déposer. Cependant, une protection collective provisoire ne pourra être déposée que dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - disparition définitive du risque liée à l'avancement des travaux, - la protection collective définitive de l'ouvrage est mise en place, et doit être suffisante pour les travaux qui restent à réaliser. - un autre dispositif provisoire d'une efficacité au moins équivalente est mis en œuvre. | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Durée chantier |
| 55 | <p>Tout entrepreneur intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur qui le précède, s'avèrent inadaptées aux risques encourus, à mettre en place, à ses frais, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur</p> <p>L'entreprise désignée aura en charge de mettre en place les protections collectives nécessaires à ses travaux, notamment contre les chutes de hauteur, en rives de plancher, au bord des trémies, au droit des ouvertures en façade et jusqu'à la pose des protections définitives.</p> | | | |


4.6. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

| N° | Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination | Mise en oeuvre | Suivi Entretien Nettoyage | Délais |
|----|---|----------------|---------------------------|--------|
| 47 | <p>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES</p> <p>Surveillance et maintenance de l'installation électrique</p> <p>Assurer la surveillance et la maintenance de l'installation électrique du chantier conformément aux prescriptions de l'article R. 4226.7 du code du travail (décret du 2010-1016 du 30 aout 2010)</p> | | Electricité | |

4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

| N° | Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination | Mise en oeuvre | Suivi Entretien Nettoyage | Délais |
|----|--|----------------|--|--------|
| 15 | <p>RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES</p> <p>Qu'il s'agisse d'opérations de retrait / encapsulage ou bien d'interventions sur des matériaux, équipements, matériels, articles susceptibles d'émettre des fibres d'amiante, et afin d'éviter tout risque de co- activité, les moyens adaptés seront mis en œuvre par l'entreprise afin de réduire au niveau le plus bas techniquement possible la durée et le niveau d'exposition des intervenants, et garantir l'absence de pollution des bâtiments, structures, installations dans lesquels ou dans l'environnement desquels sont réalisées les opérations.</p> <p>Ces moyens comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des techniques et modes opératoires de réduction de l'empoussièrement : travail robotisé en système clos, imprégnation à cœur des matériaux (agents mouillants), démontage d'éléments, déconstruction. Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres à l'extérieur de la zone des opérations : moyens de décontamination appropriés, et procédures de décontamination. Le contrôle de l'empoussièrement grâce à un programme de mesures destinées à vérifier en permanence, dans toutes les zones de travaux, que le niveau d'empoussièrement ne dépasse pas les seuils prescrits par la réglementation. Ce programme de mesures est détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE – Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4). | | Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre | |
| 52 | <p>Moyens de protection collective</p> <p>Mettre en œuvre les moyens de protection collective destinés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'abattage des poussières ; - L'aspiration des poussières à la source ; - La sédimentation continue des fibres en suspension dans l'air ; - La décontamination des intervenants, matériels, installations, équipements. <p>En assurer l'entretien et faire procéder périodiquement aux vérifications prescrites par la réglementation.</p> | | Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre | |
| 53 | <p>Signalisation de la zone de l'opération - Interdiction d'accès</p> <p>Mettre en place et entretenir une signalisation efficace de la zone de travaux amiante mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'interdiction absolue d'accéder à toute personne non concernée par les travaux sur l'amiante, - Le niveau d'empoussièrement estimé, - Les EPI obligatoires. <p>Mettre en place et entretenir une condamnation de son accès par des dispositifs matériels.</p> <p>Mesures d'empoussièrement dues par l'entreprise</p> | | Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre | |

| | | | | |
|----|--|----------------|--|--|
| 54 | <p>Afin de maîtriser le risque de coactivité lié à la présence d'amiante, le programme de mesures établi par l'entreprise, détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE - Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4), comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les mesures pendant l'opération • La mesure dite de restitution 1, ou libératoire et fin de travaux avant l'intervention des autres entreprises dans les zones à l'issue des retraits (Coactivité) <p>Les résultats de ces mesures sont consignés par l'entreprise dans un cahier tenu à disposition sur le lieu de l'opération.</p> | | Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre | |
| 48 | <p>RISQUES LIES A L'AMIANTE: ENCAPSULAGE OU RETRAIT Y COMPRIS AVANT DEMOLITION (Travaux sous section 3)</p> <p>Plan de démolition, encapsulage ou retrait</p> <p>Transmettre votre plan de retrait aux organismes de prévention du lieu du chantier : inspection du travail, Service prévention de la CARSAT, OPPBTP.</p> <p>Tenir un exemplaire à disposition sur le chantier. Mettre à jour ce plan en tant que de besoin.</p> | | Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre | |
| 42 | <p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</p> <p>Pose et dépose de protections collectives</p> <p>Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage,).</p> <p>En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives.</p> <p>Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives.</p> <p>L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.</p> | Maître d'œuvre | | |
| 23 | <p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHE PIEDS</p> <p>Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention</p> | | | |
| 32 | <p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</p> <p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique.</p> <p>En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative.</p> <p>Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.</p> | | Toutes entrep. | |

| | | | | |
|----|---|--|--|--|
| | TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS Dispositifs de protection contre les chutes d'objets | | | |
| |  <p><i>Baies rue de GLASGOW</i></p> | | | |
| 34 | Dépose et repose des baies sur rue de GLASGOW notamment : Dans le cadre de la prévention des chutes d'objet, il appartient aux entreprises de définir et de matérialiser un périmètre d'exclusion. | | Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre Menuiseries extérieures | |
| 2 | TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES Poussières de bois Dans le cadre de l'évaluation des risques, APAVE rappelle que les travaux exposant les travailleurs aux poussières de bois inhalables figurent sur la liste des agents cancérogènes. La VLEP à ne pas dépasser est de 1mg/M3. Il vous appartient donc de veiller à ce que votre activité ne soit pas de nature à générer des suspensions de poussières tant pour vos salariés que pour les autres intervenants du chantier | | | |
| 35 | Silice Cristalline Afin d'éviter les risques liés à la propagation des poussières susceptibles de contenir de la silice cristalline, les mesures de prévention ci dessous sont à mettre en oeuvre : <ul style="list-style-type: none"> • Planifier les tâches émettrices afin d'éliminer la co-activité. • Mettre en oeuvre prioritairement des modes opératoires à l'humide. • Utiliser des équipements intégrant une aspiration à la source. • Nettoyer régulièrement la zone de travail et les zones à proximité à l'aide d'aspirateur équipé de filtre à très haute efficacité. • Porter des équipements individuels de protection respiratoire. • Organiser un contrôle régulier de l'empoussiérement afin de respecter la VLEP. | | | |
| | RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING Remise du planning initial | | | |

| | | | | |
|----|--|-----------------|-----------------------------------|-----------------|
| 31 | <p>Le Maître d'Oeuvre est responsable de l'établissement et du suivi du calendrier général des travaux qui doit permettre l'application des Principes Généraux de la Prévention en éviter notamment les périodes de forte coactivité et les opérations en superposition de tâches.</p> <p>Ce planning d'exécution prendra en considération, en temps voulu, la mise en oeuvre des dispositifs permanents de sécurité et des mesures d'organisation de chantier demandés aux différents lots dans le présent PGC.</p> <p>Les calendriers d'exécution seront être obligatoirement présentés au Coordonnateur avant le début des travaux.</p> <p>Toutes modifications, tant changement de prestations, que décalages, que prolongations pour divers motifs, devront faire l'objet d'un avis du Coordonnateur, faute de quoi la non communication de ces modifications ainsi que la non demande d'avis au Coordonnateur le libérera des responsabilités liées à tout incident survenant pour cause de décalage des tâches sur le calendrier d'exécution détaillé.</p> <p>Interventions simultanées</p> <p><u>Travaux superposés</u></p> <p>Interdire les travaux superposés.</p> <p>Les interventions des entreprises seront décalées dans le temps et ou l'espace.</p> | Maître d'oeuvre | Maître d'oeuvre | Ph. préparation |
| 6 | <p><u>Travaux superposés</u></p> <p>Interdire les travaux superposés.</p> <p>Les interventions des entreprises seront décalées dans le temps et ou l'espace.</p> | | Maître d'oeuvre Toutes entrep. | |
| 27 | <p>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</p> <p>Travaux générant de fortes nuisances : bruit, poussières</p> <p>L'activité du CHRU oblige à mettre en oeuvre des moyens de lutte contre toute émission des poussières (Se référer à la fiche RIF)</p> <p>il appartient donc à l'entreprise de prévoir des moyens tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'abattage des poussières - l'aspiration à la source - la sédimentation continue des poussières en suspension dans l'air. - l'isolement des zones en travaux vis à vis de l'environnement (Parois étanches ou cloisons de confinements statifiées aux poussières complétées par des sas destinés aux personnels extérieurs afin de supprimer les risques émissifs liés aux poussières) <p>Tous les appareils électroportatifs devront être obligatoirement équipés de système d'aspiration intégré.</p> <p>Tous les travaux (démolitions,agrandissement ou fermeture des baies ou allège,emploi de marteau perforateur,...) susceptibles de créer une gêne devront être réalisés après une analyse de risque..</p> <p>Tous les appareils du genre compresseur, groupe électrogènes,recensés par la législation devront être insonorisés et en porter la mention.</p> <p>Il est recommandé aux entreprises de ne pas affecter toujours la même personne à une tâche entraînant des mouvements ou des micro mouvements répétitifs tels ceux engendrés par le marteau piqueur, le perforateur, etc.</p> <p>Travaux par point chaud</p> | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Durée chantier |

| | | | | |
|----|---|----------------|----------------|----------------|
| 12 | <p>Nous interdisons tous travaux par points chauds (travaux de meulage, de soudage, de découpage à l'arc, de découpage oxyacétylénique ou autre) avant établissement et diffusion d'un permis feu par le référent de sécurité ou son suppléant et sans respect à minima des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en présence de produits volatiles ou facilement inflammables à proximité (même si ces produits ne sont pas employés par cette Entreprise) - sans présence à proximité d'un extincteur approprié aux risques - sans utilisation d'écrans protecteurs type bâches ignifugées - 2h00 avant de quitter le chantier <p>Les bouteilles d'acétylène et d'oxygène des postes à souder devront être stockées sur des chariots de manutention adaptés</p> <p>Les matériaux combustibles, tels que papiers, cartons, chiffons ou tous autres matériaux ne devront pas être brûlés à l'intérieur de l'emprise du chantier.</p> | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Durée chantier |
| 18 | <p>RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES</p> <p>Dispositions particulières à l'opération</p> <p>Les responsables des entreprises intervenantes sont tenus de faire intervenir uniquement des personnes répondant aux critères d'aptitude physique requis en fonction de la nature des travaux à réaliser. Chaque entreprise de BTP, est rattachée à un organisme de contrôle médical, lié à l'adresse du siège (ou de l'agence) de l'entreprise. En ce qui concerne, le personnel intérimaire, celui-ci doit avoir avec son contrat de travail, l'attestation médicale d'aptitude au poste de travail pour lequel il va être employé en tout état de cause le certificat médical ne doit pas comporter d'incapacité au travail en hauteur ou/et au port de charges lourdes, voir fiche OPPBTP N ° H1 F 01 96.</p> <p>La vaccination contre le tétanos est une mesure préventive minimale</p> <p>Nous rappelons à toutes les Entreprises que la détention et la consommation d'alcool ou d'autres substances illicites sur chantier sont formellement interdites</p> <p>Nous rappelons à toutes les Entreprises qu'il est formellement interdit de fumer dans les zones communes de chantier (utiliser les zones réservées à cet effet)</p> | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Durée chantier |
| 21 | <p>TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS</p> <p>Exposition au contact de pièces nues sous tension supérieure à la TBT</p> <p>Vérifier la mise hors tension de l'installation électrique existante avant toute découpe de béton ou aménagement dans l'existant</p> <p>Interdiction d'intervenir sur les installations électriques de chantier :</p> <p>Interdire formellement l'utilisation d'appareillages et des rallonges électriques non conformes ou non contrôlés et en mauvais état de marche</p> <p>Obligation de respecter les normes d'éloignement des coffrets électriques (25m)</p> | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Durée chantier |

| | | | | |
|----|---|--|--|---------------|
| 59 | <p>Transmettre un PV de mise hors tension des installations existantes (conformément aux dispositions du code du travail R.4534-111 à R.4534-116).</p> <p>(Voir procédure spécifique Hôpital).</p> <p>Faire réaliser les travaux par du personnel habilité aux risques électriques et suivant la norme UTE C 18-510</p> <p>Mettre en place des coffrets de prises protégés par un système différentiel de 30 Ma</p> <p>Mettre en place l'éclairage des circulations suivant l'avancement des travaux</p> <p>Utiliser une procédure de consignation des installations électriques pour certaines interventions sur les existants en faisant signer une personne responsable de l'établissement</p> | | | Avant interv. |
|----|---|--|--|---------------|

5. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

5.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

| N° | Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination | Mise en oeuvre | Suivi Entretien Nettoyage | Délais |
|----|--|----------------|--|----------------|
| 41 | <p>CONTRAINTES D'ORGANISATION LIEES A L'ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT</p> <p>Risques hospitaliers</p> <p>Les Entreprises intervenantes devront se soumettre aux contraintes imposées par les services d'hygiène hospitalière notamment vis à vis des infections nosocomiales et du risque d'apparition d'aspergillose invasives.</p> <p>Les Entreprises devront mettre en place des procédures et des mesures de prévention particulières pour limiter au maximum l'émission de poussières par notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - humidification des gravois - sédimentation des poussières - utilisation systématique et permanente de sacs poubelles plastiques - Mise en oeuvre de sas étanches qui pourraient assurer une phase de dépression dont les valeurs et les renouvellements d'air devront rester compatibles avec celles des salles d'opération. - utilisation systématique d'aspirateur intégré sur les scies, rabots ou autres appareillages et privilégier tout dispositifs d'aspiration à la source. | Toutes entrep. | <p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p> <p>Toutes entrep.</p> | Durée chantier |
| 63 | <p><u>Le titulaire du lot concerné devra :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre et maintenir en place des séparations physiques étanches aux poussières avec porte provisoire recouverts de polyane pour sectoriser les zones de travaux. Ces dispositifs temporaires devront empêcher toute propagation de poussières, préserver les unités de passage, les issues de secours, les degrés coupe feu, les éclairages de sécurité, les signalétiques et toutes autres sujétions indispensables au bon fonctionnement de l'établissement dans le respect des règles de sécurité intérieures. - mettre en place des serpillières humides pour l'entrée ou la sortie des zones de chantier par rapport aux services... | | <p>Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre</p> | Avant interv. |
| | <p>DANGERS SPECIFIQUES : ADAPTATION MATERIELS, INSTALLATIONS, MODALITES D'INTERVENTION</p> <p>Asphyxie Anoxie</p> <p><u>Travaux en espace confiné</u></p> | | | |

| | | | | |
|---|---|--|-------------------|--|
| 1 | <p>Avant toute intervention dans un espace à caractère confiné ou clos, il appartiendra à l'entreprise de faire réaliser une évaluation des risques de l'espace où se déroulera l'intervention.</p> <p>Si l'analyse des risques met en évidence qu'une atmosphère saine ne peut être garantie pendant toute la durée de l'opération et qu'elle devra être réalisée à l'aide des appareils respiratoires isolants, le travail ne doit être confié qu'à du personnel qualifié dont l'aptitude médicale tient compte de l'utilisation de l'EPI approprié.</p> <p>En plus des dispositions précitées, des mesures complémentaires doivent être prises, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les intervenants doivent utiliser les équipements de protection individuelle et de contrôle précisés sur le permis de pénétrer, après s'être assurés à leur niveau de connaissance qu'ils soient en bon état. - Les intervenants doivent être équipés de moyens d'extraction (exemple: un harnais conforme aux exigences du CT) permettant de les extraire rapidement en cas de danger ou de malaise. | | Entrep. concernée | |
|---|---|--|-------------------|--|

6. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

6.1. ORGANISATION DES SECOURS

| N° | Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination | Mise en oeuvre | Suivi Entretien Nettoyage | Délais |
|----|--|----------------|---------------------------------|----------------|
| 44 | <p>MOYENS D'ALERTE</p> <p>Téléphone mobile</p> <p>Chaque entreprise titulaire doit déclarer obligatoirement tout accident du travail au Coordonnateur qui transmettra alors un « rapport d'accident » que l'Entreprise concernée devra retourner complétée dans les 48 heures</p> <p>Pour l'ensemble du chantier, les Entreprises assureront par entente commune la présence permanente d'un sauveteur Sécurité du Travail pour 20 personnes. Chaque sauveteur secouriste devra être identifié par un badge spécial (apposé de préférence sur le casque).</p> <p>Chaque Entreprise devra communiquer au Coordonnateur le nom des secouristes présents sur le chantier dans son PPSPS.</p> <p>Chaque Entreprise devra consulter, compléter et joindre au PPSPS le mémo OPPBTP N° H4 M 03 97</p> <p>Accident grave</p> <p>Informar le ou les secouristes de chantier qui, en fonction de l'état du blessé, donneront des renseignements utiles au médecin du S.M.U.R.</p> <p>Prévoir un guidage si l'accès du chantier est difficile.</p> <p>Prodiguer au blessé les soins compatibles avec son état.</p> <p>Accident mortel</p> <p>Laisser les lieux dans l'état de l'accident.</p> <p>Prévenir immédiatement les services et organismes désignés (Dans un délai inférieur à 12H00)</p> <p>Regrouper le plus de témoins possible.</p> <p>Démarches à exécuter en cas d'accident grave ou mortel</p> <p>Prévenir immédiatement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'Employeur • Le Maître d'Ouvrage • Le Maître d'Oeuvre • L'inspection du travail • La gendarmerie ou la police locale • Le représentant de la C.R.A.M. • Le Coordonnateur sécurité <p>Les accès au chantier devront en permanence autoriser le passage des services de secours. Il ne sera toléré aucun stationnement ou entreposage de matériel ou matériaux, même momentanément dans leur emprise.</p> <p>Les Entreprises ne devront en aucun cas stationner leur véhicules de service sur les accès du chantier ou à proximité des entrées des bâtiments pour faciliter le passage des véhicules prioritaires.</p> | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Durée chantier |
| | <p>EN CAS D'INCENDIE : MODELE DE CONSIGNE A L'ATTENTION DES ENTREPRISES</p> | | | |

| | | | | |
|----|---|----------------|----------------|----------------|
| 25 | <p>Les règles relatives au stockage et à la mise en oeuvre des produits inflammables doivent être impérativement respectées sur le chantier.</p> <p>Le matériel de lutte contre l'incendie doit être maintenu en permanence en parfait état de fonctionnement et régulièrement vérifié.</p> <p>Les procédures relatives au travail par point chaud doivent être respectées.</p> <p>Dispositions prises pour lutter contre l'incendie : extincteurs, permis de feu et éventuellement colonnes sèches et service de sécurité en cas de risques ou contraintes spécifiques</p> <p>Lorsque l'analyse des risques met en évidence un risque important d'incendie une concertation avec les services de secours et de lutte contre l'incendie doit être organisée.</p> | | | |
| 28 | <p>Consignes incendie réglementation</p> <p>Extincteurs dûment contrôlés et adaptés aux locaux et aux risques, consulter le mémo OPPBTP N° A6 M 01 92, Lutte contre le feu, consulter la fiche OPPBTP N° A6 F 01 85,</p> <p>Mise en place par les Entreprises des moyens de protection incendie adaptés aux risques recensés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur les installations (parties privatives et collectives) • Sur les engins et véhicules de chantier • Sur les postes de travail notamment • Dans les zones de stockage <p>Chaque entreprise effectuant des travaux par points chauds doit obligatoirement imposer au personnel intervenant la présence d'un extincteur en état de marche obligatoirement sur le poste de travail</p> | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Durée chantier |

7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

7.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

| N° | Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination | Mise en oeuvre | Suivi Entretien Nettoyage | Délais |
|----|---|----------------|---------------------------|----------------|
| 22 | <p>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</p> <p>Dispositions particulières à l'opération</p> <p>La législation oblige contractuellement les Entreprises (titulaires et sous-traitantes) à participer activement à la Mission de Coordination en matière de Sécurité - Protection de la Santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En appliquant et en faisant appliquer à toute personne présente sur le chantier les Principes Généraux de la Prévention. - En déclarant au Coordonnateur tout accident du travail avec ou sans arrêt, le nombre des jours d'arrêt, le type d'accident et le nombre d'heures travaillées. - En déclarant suffisamment de temps à l'avance le nom des Entreprises auxquelles elles comptent sous-traiter des travaux afin que le Coordonnateur ait le temps de les convoquer à une inspection commune précédant l'envoi de leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS). - En faisant respecter à toute Entreprise sous traitante, à tout « locatier » ou à tout fournisseur les contraintes d'organisation et les mesures d'hygiène et de sécurité auxquelles est soumise cette opération. - En faisant respecter à l'ensemble de son personnel le port des protections individuelles adaptées aux travaux à exécuter (casques, chaussures, masques, gants, harnais, lunettes, protections auditives etc...). | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Durée chantier |
| 10 | <p>PPSPS</p> <p>Mise à jour du PPSPS</p> <p>Nous interdisons toute intervention d'Entreprise sous traitante avant agrément du Maître d'Ouvrage, accord du Maître d'œuvre, visite d'inspection commune en notre présence et diffusion d'un PPSPS adapté au chantier</p> <p>L'entreprise concernée devra modifier son PPSPS suite aux remarques du Coordonnateur ou le compléter en cours de travaux et un exemplaire mis à jour du PPSPS devra être maintenu en permanence sur le chantier</p> | Toutes entrep. | Toutes entrep. | Avant interv. |

8. ANNEXES

8.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

8.1.1. intervenants

| Fonction | Adresse | Représentant | Téléphone(T) Fax(F) Mail |
|--|--|------------------|--|
| Maître d'ouvrage | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE BREST UNIVERSITAIRE DE BREST 5 AVENUE MARECHAL FOCH 29609 BREST CEDEX France | | 0298223333 |
| Maître d'ouvrage personne physique | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE BREST UNIVERSITAIRE DE BREST 5 AVENUE MARECHAL FOCH 29609 BREST CEDEX France | M. MOULIN Johann | 0298223333 johann.moulin@chu-brest.fr |
| Bureaux d'étude | IDEA INGÉNIERIE 12 Rue Amiral Romain Desfossés 29200 BREST France | | 0298450066 0298450667 contact@idea-ing.bzh |
| Coordonnateur SPS - Phase de Conception | APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - Brest 37 avenue du Baron Lacrosse ZAC de Kergaradec CS 80166 29803 BREST CEDEX 9 France | M. LAHE BERNARD | 0298101560 0620678107 0298025519 bernard.lahe@apave.com |
| Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation | APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - Brest 37 avenue du Baron Lacrosse ZAC de Kergaradec CS 80166 29803 BREST CEDEX 9 France | M. LAHE BERNARD | 0298101560 0620678107 0298025519 bernard.lahe@apave.com |

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

8.1.2. organismes de préventions institutionnels

| Raison sociale | Adresse | Représentant | Téléphone(T) Fax(F) Mail |
|----------------|---|------------------------|---|
| DDTEFP | DDETS UC2-5 DDETS 29 1 rue des Néréides CS 32922 29229 BREST CEDEX 2 France | | 0298418255 ddets-uc2-5@finistere.gouv.fr |
| CRAM | CARSAT BRETAGNE 236 rue de Chateaugiron 35030 RENNES France | M. JEGU Jean François | 0299266137 0772171089 0299267048 jean-francois.jegu@carsat-bretagne.fr |
| OPPBTP | ORGANISME PROFESSIONNEL DE PRÉVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS 18-20 rue Bahon Rault 35000 RENNES France | Mme BRANDALISE Candice | 0617363720 candice.brandalise@oppbtp.fr |

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

8.1.3. Services d'urgences

| Services | Téléphone (T) Fax (F) |
|-----------------------|---|
| SAMU | 15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile) |
| Police ou gendarmerie | 17 |
| Pompiers | 18 |

8.1.4. Autres

| Raison sociale | Adresse | Représentant | Téléphone (T) Fax (F) Mail |
|----------------|---------|--------------|----------------------------|
|----------------|---------|--------------|----------------------------|

8.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

| N° Lot | LOT / TRAVAUX | ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS | Téléphone Fax | INTERVENTIONS | | | | DATE | |
|--------|--|-------------------------------------|------------------|---------------|-----|-------|----------|------|-------|
| | | | | Début | Fin | Durée | Effectif | IC | PPSPS |
| 01 | Démolition - Désamiantage - Gros Œuvre | <i>Non désigné</i> | | | | | | | |
| 02 | Menuiseries extérieures | <i>Non désigné</i> | | | | | | | |
| 03 | Cloisons - Doublages | <i>Non désigné</i> | | | | | | | |
| 04 | Menuiseries intérieures | <i>Non désigné</i> | | | | | | | |
| 05 | Plafonds suspendus | <i>Non désigné</i> | | | | | | | |
| 06 | Carrelage - Faïence - Revêtements de sol | <i>Non désigné</i> | | | | | | | |
| 07 | Peinture - Nettoyage | <i>Non désigné</i> | | | | | | | |
| 08 | Chauffage - Ventilation - Plomberie | <i>Non désigné</i> | | | | | | | |
| 09 | Electricité | <i>Non désigné</i> | | | | | | | |

8.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Le DTA de l'établissement, notamment matériaux de la liste B et état de conservation n'est pas porté à notre connaissance

Rapport de repérage amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti joint à la consultation sous référence VERITAS 6432624/S2/1/AM-RTV_V1.

Le rapport de repérage atteste de la présence de MPCA (Notamment : Plaques souples bitumineuses antivibratiles des placards et bandes Calicot et enduits de jointoiment des plaques de plâtre, peinture, enduits lissés ou projetés)

8.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Attention : l'ouvrage est susceptible de contenir du plomb. L'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant du plomb n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage. Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer du plomb, générant un risque d'inhalation de poussières de plomb tels que : démolition même partielle, découpe, percement, grattage, ponçage, meulage, etc...

8.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux : Suivant planning IDEA joint à la consultation

8.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier : Principe du PIC joint à la consultation: Entrée indépendante de l'établissement en activité

8.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier : Non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

8.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTB.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

8.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

Fichier(s) en annexe

20XXDTAXXX_PLA_lot_01_FLUX

.1.2. organismes de préventions institutionnels

Niveau 0 - Rez de Chaussée



| | | | |
|--|----------|----|---|
| Ind. a : BG/indice d'origine le 17/05/2014 | | | |
| VILLE DE BREST Hôpital A. MORVAN | | | |
| Bâtiment 2BIS - NIVEAU 0 REZ DE CHAUSSEE | | | |
| | | | |
| ECH | 14 M2b/0 | A3 | a |

chu-brest/Public/AUTOCAD/H MORVAN/
Dessin B Gogé - Suivi F Piprel Ingénieur principal - D1A
CHRU BREST 2 avenue Foch 29609 Brest cedex Tel: 02 98 22 36 95

MEDECINE PREVENTIVE

ASSISTANTES SOCIALES

ASSISTANTES SOCIALES

SERVICE
DIETETIQUE

HOSPITALISATION
MEDECINE NUCLEAIRE

